

Délibération n° 2020-12-03/19

Objet : Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) – Modification de l'agenda

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 3 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le jeudi trois décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 27 novembre 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 27**

**Secrétaire de séance : Laurie BELTRA**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT  
Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI  
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVASSE  
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA  
Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST.

**Absente excusée :** Colette MORETEAU *pouvoir à* Christiane PISTRE - Véronique CHIREUX *pouvoir à* Isabelle GIANIEL.

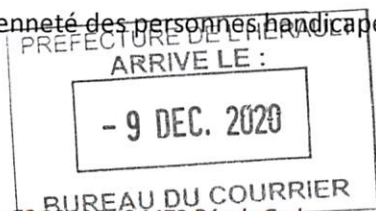
Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur le Maire rapporte :**

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;



Vu l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n°2014-1327 du 05 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) et les installations ouvertes au public (IOP) ;

Vu le décret n°2014-1326 du 05 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 08 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.11-19-7 à R.119-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 28 septembre 2017, adoptant l'Agenda d'Accessibilité programmé (Ad'AP) de la Ville de Pérols,

Vu l'Ad'AP n°03419817M0001 approuvé tacitement à compter du 27 novembre 2017 pour une durée initiale de trois ans ;

Vu le décret n°2019-1376 du 16 décembre 2019 permettant de modifier la durée de l'Ad'AP approuvé dès lors que la durée initiale maximale légale prévue n'avait pas été octroyée initialement ;

L'objectif n'étant pas atteint, le législateur a donné la possibilité de surseoir aux obligations et d'éviter des sanctions financières en proposant des délais supplémentaires.

Avant le 27 Septembre 2015, les gestionnaires devaient avoir diagnostiqué leurs ERP, planifié les travaux nécessaires à la mise en accessibilité et déposé auprès de la préfecture un Agenda d'Accessibilité programmé (Ad'AP) présentant leur engagement financier et leur programmation de travaux.

Cependant la Commune de Pérols a été dans l'impossibilité de réaliser dans les délais, l'évaluation des travaux restant à entreprendre.

En effet, la commune, a dû faire face, d'une part à des difficultés budgétaires, à savoir la nécessité de rééquilibrer les finances sur un budget sincère passant nécessairement par la mise en place d'un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) jusqu'alors inexistant ; et d'autre part, à la vétusté de bâtiments communaux. La commune a ainsi été dans l'obligation de donner la priorité à la sécurité des bâtiments, notamment ceux accueillant les enfants, en vertu du principe de sécurité publique et de son importance.

Cette mise en sécurité s'élève à un budget de 5 000 000,00 € sur la base d'une programmation de travaux établie jusqu'en 2018.

Compte tenu des difficultés susmentionnées et du patrimoine conséquent de la commune, le diagnostic de l'accessibilité des ERP de la commune de Pérols a été réalisé durant l'année 2017, et a démontré que les 28 ERP n'étaient pas conformes et ne répondaient pas aux normes en vigueur.

Par conséquent, la commune de Pérols a élaboré son Ad'AP, lequel liste l'état d'accessibilité des ERP déclarés non conformes et a présenté un planning annuel de réalisation des travaux, les bâtiments faisant l'objet d'une dérogation ainsi que le budget nécessaire, sous réserve de l'acceptation par les services de l'Etat.

Considérant que l'Ad'AP est un engagement permettant de procéder aux travaux de mise aux normes accessibilité dans un délai déterminé et limité avec un engagement de programmation budgétaire sincère pour le réaliser,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adopter la modification de l'Agenda d'Accessibilité Programmée tel que présenté pour mettre en conformité les ERP de la Commune.
- Autoriser le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document s'y rapportant et à déposer la demande d'Agenda d'Accessibilité Programmée auprès de la Préfecture.

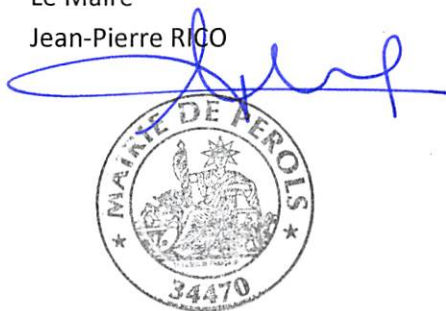
Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 3 décembre 2020

Le Maire

Jean-Pierre RICO



PREFECTURE DE L'HERAULT  
ARRIVE LE:  
- 9 DEC. 2020  
BUREAU DU COURRIER